

Isabel Burdiel
Université de Valence
Isabelle II: le pourquoi et le comment d'une biographie

Traduction de l'article « Isabel II : por qué y cómo de una biografía », publié en ligne dans *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°8, automne 2011. Travail réalisé dans le cadre du projet de recherche FFI2008-02107 et de l'Action Complémentaire (HAR2008-03428) du Ministère de la Culture et de la recherche espagnol. Publiée avec l'aimable autorisation de l'auteure.
Par la promotion 2016 du Master 1 Traduction Littéraire de l'Université d'Angers.

Lundi 19 septembre 2010, j'ai mis un point final à la biographie complète de la reine Isabelle II. Cela m'avait pris dix ans en tout, avec quelques pauses pour entreprendre des travaux plus brefs. Une première partie de cette biographie était parue aux éditions Espasa-Calpe, en 2004, année qui coïncidait avec le centième anniversaire de la mort de la reine. En 2010, cette première approche, revue et corrigée, fut ajoutée à un plus gros volume, publié par Taurus, qui abordait enfin le parcours complet de celle qui, au-delà de la courte expérience avortée de Ferdinand VII, deviendrait le premier monarque constitutionnel d'Espagne.

Il va de soi que durant ces dix années j'ai ressenti, à différents degrés, des sentiments d'impuissance ou de frustration et, dans les pires moments, un sentiment de futilité. Cependant, je n'ai jamais été tentée d'abandonner le projet. Cette histoire, mouvementée et triste, parfois drôle, parfois stérile et ennuyeuse, il fallait la raconter. Cela me semblait essentiel pour comprendre quelque chose qui dépassait, mais n'annulait pas, le propre statut de la reine elle-même : le processus de rupture avec l'absolutisme et les caractéristiques particulières de la consolidation du libéralisme en Espagne.

I

Il s'agissait là d'un sujet qui m'avait attirée, et que j'avais traité, dès mes tout débuts en tant qu'historienne. À l'origine, cet intérêt était le fruit d'une inquiétude générationnelle, mais aussi historiographique, née durant les années mouvementées de la transition de la dictature à la démocratie en Espagne. Pour beaucoup de ceux qui, comme moi, s'aventuraient alors dans le monde des historiens, subsistait une question essentielle qui (plus ou moins vague et avec un certain penchant historiciste) se référait au pourquoi et au comment des difficultés évidentes de la consolidation de la démocratie dans notre pays. Le souvenir de tant de tentatives échouées, et la connaissance même de la fragilité du nouveau régime démocratique à ses débuts, faisaient penser que l'Espagne était depuis toujours une anomalie dans l'Europe occidentale. Et ma génération désirait ne plus être anormale. En tout cas, nous voulions comprendre ce qui s'était passé et ce qu'il y avait de vrai dans la présumée différence espagnole.

Le premier élément que nous avons commencé à découvrir et à explorer, pendant nos cours et séminaires, avec l'entrain causé par la perplexité, c'était que le problème était peut-être mal posé autour d'une dichotomie « normalité »/« anomalie » qu'il fallait revoir (comme l'avait signalé Santos Juliá, à l'époque), autant pour l'Espagne que pour les différents pays européens. L'effervescente réflexion sur la révolution bourgeoise, qui avait alors lieu dans le Département d'Histoire Contemporaine de l'Université de Valence, avait centré mon intérêt formulé de manière générale, et encore vague, sur le processus fondateur de l'Espagne contemporaine et m'a permis de préciser, peu à peu, les questions et la méthodologie appropriées.

Plus encore que le processus logique ou structurel, il s'agissait d'aborder le processus concret et historique qui avait provoqué la convergence entre libéralisme, bourgeoisie et révolution. Pour cela, il était nécessaire d'analyser et de prendre en compte la diversité des groupes sociaux impliqués, les comportements et options politiques, les besoins et les décisions changeantes qui, ensemble, ont contribué mené à la rupture avec l'Ancien Régime. Une rupture que même les contemporains de l'époque ont qualifiée de révolutionnaire, bien qu'ils ne se soient jamais mis d'accord au sujet de la portée sociale et politique de cette révolution, ce débat constituant le facteur clé de la division du libéralisme.

Selon moi, ce groupe d'historiens, dirigé par Pedro Ruiz et Jesús Millán, a contribué à inscrire l'histoire politique de ce moment-là dans une perspective plus complexe de changement social, non seulement par son contenu mais aussi par la méthodologie employée, focalisés autant sur l'Espagne que sur les itinéraires historiques suivis par d'autres nations. Une réflexion qui, bien que naissante, cherchait à interagir avec d'autres sciences sociales (plus exactement avec la politologie et l'anthropologie) afin d'aborder des sujets tels que l'origine des premiers partis politiques libéraux, de plus en plus perçus comme l'expression de cultures politiques distinctes à partir d'un tronc libéral commun. En partant depuis cette perspective, on pouvait prendre part au jeu des révisionnismes croisés de l'historiographie occidentale des années quatre-vingt au sujet de la révolution et du libéralisme, qui contestait le caractère exemplaire du processus français et, à un autre niveau, du mouvement britannique.

Dans mon ouvrage, *La política de los notables* (1986), j'avais exploré les possibilités de l'analyse politique et sociale du milieu parlementaire et de ses agents, associée à une étude détaillée de la mobilisation citoyenne extraparlementaire, des mouvements révolutionnaires du milieu des années mille huit cent trente. Cette étude m'avait permis de démontrer l'association constante (stratégique) entre l'activité parlementaire (à caractère réformiste) et l'activité insurrectionnelle ; toutes deux caractéristiques de la pratique politique du libéralisme (se qualifiant de « respectable ») durant les années clés qui ont favorisé la rupture libérale en Espagne.

De cette manière, j'essayais de prendre part au débat au sujet de la thèse classique de Josep Fontana (canonique à ce moment-là, pour ainsi dire) selon laquelle la liquidation de l'Ancien Régime s'était produite, en Espagne, moyennant l'alliance entre la bourgeoisie libérale et les grands propriétaires nobles avec la monarchie même comme arbitre. En partant de ce postulat, que j'ai défendu à l'époque, et que je défends toujours aujourd'hui, je crois que c'est l'exercice révolutionnaire qui a déterminé le rôle qu'a eu la Couronne et que celle-ci, comme il est communément admis aujourd'hui, a vécu le processus de rupture libérale comme une imposition qui, dans le contexte de la guerre civile carliste, lui apparut impossible à surmonter. Si une certaine volonté de réforme et de pacte « d'en haut » a existé dans les structures de l'Ancien Régime, ce réformisme – et le supposé rôle d'arbitre de la monarchie – s'est, selon moi, effondré définitivement à partir de 1836.

D'autres travaux et d'autres thématiques, par exemple les relations entre l'histoire et la littérature dans les origines de la modernité, m'ont détournée durant quelques années de la problématique spécifique du libéralisme espagnol. En tout cas, les préoccupations et les débats que j'ai évoqués plus haut ont constitué le terrain de base de mon intérêt pour le rôle qu'a tenu la Couronne dans l'effondrement de l'Ancien Régime, la consolidation du libéralisme et les conditions de l'hégémonie politique – au sein même – du dénommé parti modéré.

II

Les raisons pour lesquelles cette étude se présente sous la forme d'une biographie de la reine Isabelle II sont multiples. Parmi celles-ci : l'obsession des critiques contemporaines sur la personne de la reine et son entourage ; la recherche d'une analyse des pratiques politiques qui aille au-delà des discours sur le rôle de la monarchie ; l'importance d'une analyse interne du point de vue et de l'origine de ces pratiques, plus encore que celle de leurs conséquences, que d'autres auteurs ont déjà analysées, dans la sphère du jeu politique, du parlement et de la confirmation des divers gouvernements, etc. Je développerai ces aspects un peu plus tard.

En des termes plus généraux et de méthodologie, la biographie historique m'intéressait de plus en plus et j'avais pu constater son potentiel heuristique dans deux études antérieures sur deux personnages – Mary Wollstonecraft et sa fille Mary W. Shelley (parues aux éditions Catedra en 1994 et 1996 respectivement) – très éloignées de la problématique espagnole et du style de personnage qu'était Isabelle II. Face à ses détracteurs plus ou moins avoués, il me semblait (et il me semble) que l'approche biographique relève de tous les problèmes substantiels de l'histoire générale, en soulignant, cependant, l'urgence des questions classiques des historiens au sujet des relations entre liberté et nécessité, entre expérience et identité, entre l'action individuelle et celle, collective,

etc.

En mettant au centre de l'attention les relations entre l'individu et la société, la biographie est une forme d'écriture historique qui permet de concevoir les acteurs sociaux (les individus) comme point de rencontre du particulier avec le général. À travers la biographie (telle que je l'entends) l'Histoire, avec un grand H, n'est pas une chose qui a lieu et qui réside en dehors des individus – dans un certain contexte qui les détermine – mais est une chose qui se déroule en eux, au travers de ceux-ci. De cette façon il est possible de concevoir le concept de contexte comme quelque chose d'interne à l'action individuelle. Il me semblait que l'un des apports fondamentaux de la méthode biographique consistait, justement, à favoriser l'analyse concrète des marges d'expression et de liberté dont peuvent disposer les individus (dans ce cas, la reine et son entourage, les leaders politiques, etc.) dans le jeu des systèmes normatifs (tels que le nouvel État libéral en formation et ses valeurs) qui n'ont jamais été exempts de contradictions.

Si, lorsque j'ai commencé à réfléchir à ce projet, le recours à la biographie semblait encore devoir être justifié, afin d'assurer son potentiel analytique et son recul par rapport à la dénommée « vieille histoire politique », ce besoin semblait bien plus criant quand il s'agissait d'un personnage comme celui auquel je m'intéressais alors. Cela faisait déjà trente ans que Carlo Ginzburg avait écrit ceci pour commencer l'œuvre qui l'a rendu célèbre : « On pouvait autrefois accuser les historiens de vouloir seulement connaître « la geste des rois ». Aujourd'hui, certainement, il n'en est plus ainsi. Ils se tournent toujours davantage vers ce que leurs prédécesseurs avaient tu, écarté ou simplement ignoré ».

Durant plusieurs décennies, le prestige associé à la micro-histoire et à l'histoire sociale, au sens large du terme, a rendu général la méfiance à propos du caractère essentiellement personnaliste et élitiste de toute œuvre biographique consacrée à de grands personnages qui, comme les rois, avaient tenu un rôle excessif dans les travaux des historiens politiques. Le fait que l'on attribue à ces « grands personnages » une responsabilité colossale (souvent négative) dans la détermination des processus historiques dans lesquels ils se sont trouvés immergés, n'est, cependant, pas le moindre des paradoxes associés à cette méfiance.

Dans ce sens-là, le cas de la reine Isabelle II était un modèle. En termes généraux, l'historiographie avait admis l'explication des libéraux de l'époque eux-mêmes (et un nombre non négligeable de membres du Parti modéré), selon laquelle l'obstacle insurmontable pour le fonctionnement normal du régime constitutionnel pendant le règne d'Isabelle II avait été, en définitive, la reine elle-même, dont les limitations personnelles ont été l'une des causes fondamentales du discrédit de la monarchie constitutionnelle. Il me semblait que de cette manière, on courait le risque que la personnalité humaine et politique d'Isabelle II acquière, sur le plan

historique, le niveau d'une explication facile qui servirait d'échappatoire, comme elle l'avait acquis sur le plan politique à une époque, pour rendre compte des difficultés de la première tentative de monarchie constitutionnelle en Espagne. Plus encore, la contingence individuelle devenait l'acteur principal et démesuré, peu analysé dans ses relations avec les valeurs sociales collectives, pour rendre compte de l'échec final du règne d'Isabelle II. En voici deux exemples.

En 1854, alors qu'il essayait d'expliquer à son ministère quelques-unes des causes de la révolution naissante, l'ambassadeur britannique considère qu'il est « indiscutablement certain que le mal trouve sa source en la Personne du plus haut dignitaire royal, à qui la nature n'a pas donné les qualités nécessaires pour réparer une éducation honteusement négligée, corrompue par le vice et l'adulation de ses Courtisans, de ses Ministres, et, il m'en coûte de le dire, de Sa propre Mère ».

À la fin de sa vie, Isabelle II était pleinement consciente de son échec comme reine mais elle semblait encore perplexe en ce qui concernait les causes de cet échec. Peu avant de mourir elle a confié au romancier Benito Pérez Galdós ceci :

Mettez-vous à ma place, il me manquait quelqu'un de désintéressé qui me serve de conseiller et de guide [...] Ceux qui pouvaient le faire ne connaissaient rien à l'art de gouverner constitutionnellement, c'étaient des courtisans qui n'étaient intéressés que par l'étiquette, et lorsqu'il s'agissait de politique, personne ne pouvait leur ôter l'idée de l'absolutisme. Ceux qui étaient instruits et s'y connaissaient en termes de constitution ne m'enseignaient rien, sauf quand cela était dans leur intérêt, me laissant dans l'ignorance quand il s'agissait de quelque affaire dans laquelle mes connaissances auraient pu servir leur adversaire [...] Dans ce labyrinthe où je devais avancer à tâtons, il n'y avait aucune lumière pour me guider. Si l'un allumait une bougie, l'autre venait l'éteindre.

La « fabrication » de l'image historique d'Isabelle II était à ce moment-là/alors un curieux mélange des éléments présents dans les observations de Pérez Galdós et dans celles de l'ambassadeur C.L. Otway. Les multiples biographies, certaines à caractère dénigrant, d'autres hagiographiques, qui avaient été publiées sur elle, reproduisaient sans cesse cette image de naïveté généreuse ou d'ignorance et de confusion politique ; de désirs débridés et d'une personnalité instable. Dans tous les cas, on lui devrait les deux grands vices de son règne : le caprice personnel au moment de la nomination et de la révocation des gouvernements et l'exclusivisme d'un parti unique.

Cette position ne me semblait pas satisfaisante pour beaucoup de raisons. L'une d'elles, surtout, allait contre ses propres hypothèses de départ, et était due à une conception personnaliste et élitiste de l'histoire : l'attribution à la reine Isabelle II d'un degré de pouvoir personnel extraordinaire (bien que négatif) dans la détermination des caractéristiques, des causes et des conséquences des multiples limitations du système libéral durant son règne. Selon moi, on avait encore beaucoup à approfondir dans l'analyse, pas seulement celle du *pourquoi*, mais aussi celle du *comment*, de la mise en place et du fonctionnement des deux *vices* et du rôle qu'a joué, l'importance donnée à la personnalité et à la trajectoire de vie (privée et publique) de la reine Isabelle, dans le débat politique

et le débat des valeurs culturelles du moment. En d'autres termes, je sentais qu'il était nécessaire de mieux connaître la réalité et les mythifications de l'énorme importance accordée à la personnalité de la reine, de sa famille et de sa cour, dans l'évolution politique d'un État qui se prétendait libéral, soit libéré du caractère arbitraire du pouvoir absolu et soumis à des règles publiques d'inspection et de contrôle.

En termes généraux, l'étude s'inscrivait dans l'analyse du difficile processus d'adaptation – difficile dans toute l'Europe – de la monarchie, au système politique libéral et sur les caractéristiques concrètes de sa pratique politique. Je souhaitais analyser les conditions qui expliquaient les stratégies mutuelles d'instrumentalisation entre la Couronne et les partis politiques libéraux, surtout le Parti Modéré, mais pas seulement. La conclusion fondamentale, à caractère global, à laquelle a mené cette approche, a consisté à démontrer que la tension entre libéralisme et monarchie en Espagne n'était pas achevée en 1836 (pas même en ce qui concernait la tendance modérée du libéralisme [*moderantismo*], tel que je le croyais et tel qu'il était conçu par l'historiographie en général) mais qu'elle a constitué un problème irrésolu qui a miné, conjointement, les bases du système représentatif libéral et la légitimité politique et symbolique de la monarchie constitutionnelle incarnée par Isabelle II.

III

La méthodologie biographique adoptée a eu trois caractéristiques. Premièrement, comme je l'ai déjà souligné, j'essayais d'aller au-delà de l'analyse de la doctrine constitutionnelle ou politique sur le rôle de la monarchie pour approfondir l'étude minutieuse de ses pratiques. Dans ce sens, j'ai essayé d'inscrire mon étude dans la réflexion actuelle sur la tension, inhérente aux monarchies constitutionnelles européennes du dix-neuvième siècle, entre le pouvoir de la Couronne et celui du Parlement, en explorant les conditions de développement de cette tension et ses possibles voies de conflit ou de compromis. Les particularités espagnoles, comme le fait que la rupture libérale n'ait pas engendré un changement de dynastie, pouvaient ainsi être analysées depuis une perspective comparée, permettant d'estimer, en ses juste termes, la force et les faiblesses du libéralisme espagnol face aux forces formidables mises en place contre celui-ci.

Les résultats furent multiples, et j'aimerais insister sur l'un d'eux en particulier qui a à voir avec la caractérisation politique de la monarchie d'Isabelle II. C'est un lieu commun de considérer que la limitation fondamentale de la monarchie d'Isabelle II fut celle d'être une monarchie de parti : la monarchie du Parti Modéré. Cela est sans doute certain, comme cela l'a également été dans la France orléaniste par rapport aux doctrinaires. Cependant, je pense qu'en Espagne les choses ont été plus compliquées. Il existe, à ce sujet, une différence de base sur laquelle l'on n'a pas suffisamment

insisté, selon moi, et dont on n'a pas relevé toutes les graves conséquences.

En France, durant le mouvement orléaniste, les positions réactionnaires du légitimisme ont à peine survécu en tant qu'alternative politique et ont très peu déteint sur le doctrinarisme alors en place. En Espagne, cependant, les forces réactionnaires anti-libérales ne se résument pas à la menace contre le carlisme mais étaient incarnées par un secteur du Parti Modéré (les dénommés royalistes isabelins) et, surtout, par la cour elle-même, dont la culture politique étaient encore, au milieu des années 1850, une culture de résistance face au libéralisme. Dans les deux États, les institutions représentatives – acceptées à contrecœur – n'étaient rien d'autre que de « simples limites au seul pouvoir social, le pouvoir du monarque ».

De ce point de vue (plus influent que ce que l'on a pu croire) la monarchie d'Isabelle – contrairement à ce qui s'est passé en Belgique et en France – n'ait toute relation avec la révolution ; encore moins avec le libéralisme, entendu selon un sens strict. Cela explique, par exemple, que les émeutes du Palais de La Granja de San Ildefonso de 1836, ne furent pas considérées comme un événement constitutif mais un abominable lieu de mémoire. Une option négative quant aux origines, renforcée par la lourde insécurité de l'ensemble des modérés face à la plus grande implantation populaire et à la capacité de mobilisation politique du progressisme.

Juan Donoso Cortés (qui, il faut se le rappeler, a été précepteur de la reine Isabelle) l'a très nettement remarqué dans une lettre privée au Duc de Riánsares, le marimorganatique de Marie Christine de Bourbon, l'année même où Isabelle a accédé au trône :

Les progressistes n'ont pas besoin du Monarque pour être forts car ils sont soutenus par les foules [...]. Les modérés n'ont pas besoin des foules pour être forts car ils sont soutenus par le trône : mais, où se trouve donc notre force si nous ne nous appuyons ni sur le trône, ni sur les foules ? Vous direz qu'il est triste de lâcher la proie.

C'est comme une proie, comme un *pouvoir susceptible d'être séquestré*, que les modérés ont conçu Isabelle II depuis le début, avantagés par la situation de confusion personnelle dans laquelle se trouvait une reine tout juste sortie de l'enfance. Les conséquences pratiques de cette situation, imprévues et non voulues par les modérés eux-mêmes, et explosives pour la stabilité du système représentatif dans l'ensemble, sont ce dont il me semble intéressant de discuter ici.

D'une part, en ne trouvant pas d'autre moyen de s'affirmer comme parti que de renforcer le pouvoir de la Couronne, le modérantisme dépendait strictement de sa capacité à détourner ou manipuler le pouvoir royal. Cette position transformait inévitablement celui-ci en un parti de Cour et ainsi – comme l'a signalé Andrés Borrego (l'un des modérés les plus éclairés) – il ne pouvait que perdre de l'autorité face à la Couronne et passer ainsi de marionnettiste à marionnette. C'est exactement ce qui est arrivé au milieu des années 1850, et ensuite durant les dernières années du règne d'Isabelle qui ont provoqué la révolution de 1868.

D'autre part, et cela en étroite relation avec ce qui précède, la recherche de la faveur royale, de plus en plus éloignée du jeu parlementaire, a accentué les divisions internes latentes du modérantisme jusqu'au point de reproduire la haine politique au sein même du parti qui avait caractérisé jusqu'à ce moment-là ses relations avec les progressistes. La désagrégation du modérantisme a affecté la position de la Couronne en deux sens. D'un côté, cela a créé en sa faveur une marge de pouvoir indépendant soutenu par la maxime *Divide et impera* qui était une tradition dans la culture politique bourbonnienne depuis longtemps. D'un autre côté, et pas nécessairement en contradiction avec ce qui précède, elle a entraîné la monarchie – plus concrètement Isabelle II et sa toute-puissante mère – à prendre part au conflit interne entre les différents camps du parti. Une implication qui a ainsi bloqué, depuis le début, toute possibilité de devenir une institution régulatrice ou arbitraire, non plus entre modérés et progressistes, mais même au sein du Parti Modéré.

De cette façon – à cause des effets indésirables de la pratique politique qui s'en est suivie – le détournement partisan du pouvoir royal devint finalement une espèce de boomerang politique pour la cohésion interne du modérantisme. Ce qui était la condition *sine qua non* de son autorité politique sur la Couronne. Tout comme Victor Frankenstein, les modérés avaient créé un monstre imprédictible dont ils ne pouvaient contrôler ni les désirs et ni les réactions. Des désirs et des réactions qui ont peu à peu pris une tournure de plus en plus régressive et antilibérale.

Cette dernière réflexion me mène au second trait fondamental de la perspective que j'ai adoptée et qui justifie l'élection d'une étude sous forme de biographie pour aborder le problème historique choisi. Je fais allusion à la conviction que, dans toute analyse sur papier de la Couronne, il est nécessaire d'éviter les effets du mécanisme classique de légitimation de la monarchie héréditaire qui la situe au-delà des singularités de la biographie, des aptitudes et inaptitudes, des personnes qui occupent le trône. Les principaux problèmes d'interprétation dans ce domaine ont été mis en relation avec l'identification d'une voix propre à Isabelle II et avec la question du point de vue, qui y est rattachée.

En ce qui concerne le premier problème, il est évident qu'il existe une abondante production historique, mémorialiste, archivistique, et dans une moindre mesure biographique, sur la reine Isabelle II d'Espagne. Paradoxalement, le résultat de l'analyse de toute cette documentation a été de constater qu'Isabelle II avait laissé très peu de témoignages directs de sa vie. Sa mère, Marie-Christine de Bourbon, avait gardé, tout au long de sa vie, l'habitude d'écrire des notes et des mots dans des journaux personnels, elle avait entretenu une correspondance intense avec tous les hommes politiques importants de son époque et s'était chargée personnellement de garder sa mémoire historique à travers des archives personnelles volumineuses et bien ordonnées. Sa fille ne fit rien de

tout cela.

Elle n'a jamais entretenu d'archives privées, elle n'a jamais écrit de journal intime et la correspondance conservée est essentiellement officielle, avec un contenu de type personnel, ou même politique, très peu pertinent. La majeure partie de la documentation qui existe au Palais Royal répond à ces caractéristiques. Une partie de sa correspondance avec Ramón Narváez (surtout dans le fonds documentaire « Narváez II ») et de celle, plus conséquente, avec Antonio Cánovas del Castillo au sujet des travaux pour la Restauration d'Alphonse sont conservées à l'Académie d'histoire.

La documentation qui nous rapproche le plus d'elle, de son intimité, est – en plus des rapports confidentiels des ambassadeurs français, britannique ou du Vatican – celle recueillie dans les archives de sa mère, qui se trouve aux Archives historiques nationales de Madrid. Il s'agit d'une documentation qui était totalement inédite lorsque j'ai commencé à la consulter, et très difficile à travailler à cause de son volume et de sa composition en notes éparses, mais qui, selon moi, sera décisive pour les historiens du XIX^e siècle, dans des champs très variés.

Grâce à ces archives, et aux sources diplomatiques à caractère plus confidentiel, j'ai pu accéder à tout un monde de passions et d'intérêts discordants, d'intrigues politiques et de cour, d'une densité et d'une complexité difficiles à imaginer. En ce qui concerne la formation de la personnalité de la reine, on peut apercevoir un caractère, aussi présomptueux que faible, superficiel, dépourvu de traces d'introspection, qui veut plaire tout en étant insensible aux désirs d'autrui, inconséquent dans ses promesses en dépit d'une tendance certaine à en proférer. Une reine enfant, adolescente et même adulte, encline à la manipulation, aux petits gestes et aux exagérations sans fondement. La conscience de son pouvoir et de la fonction de la monarchie est nettement patrimoniale et, en même temps, extrêmement faible, elle oscille entre la bravade infantile et la confusion ; entre le pouvoir déployé sans scrupules ni mesure et une sensation enfouie d'impuissance.

Malgré tout, la personnalité d'Isabelle II, telle que nous la connaissons à travers les documents dont nous disposons aujourd'hui, apparaît très opaque si on la compare avec celle des personnes qui l'entouraient. Aussi opaque, instable et superficielle que dut être son caractère confronté, très tôt, à des défis supérieurs à sa capacité de compréhension. Confronté aussi, au caractère beaucoup plus fort, complexe et expérimenté de sa mère.

Pour nous représenter d'Isabelle II, ce que nous avons, c'est un chœur de voix venant de son entourage qui ne font rien d'autre que parler d'elle, la définir la diriger, l'interpréter, la juger et, dans beaucoup de cas, l'insulter. Tout comme dans les tragédies classiques, c'est ce chœur qui dit ce que le protagoniste ne peut ou ne sait dire. C'est le chœur qui dit ce qui est en jeu. Cependant, ce chœur n'offre pas un récit uniforme. Tout au long de ce travail, j'ai exploré les contradictions et le jeu

d'intérêts personnels et politiques, des voix qui parlent d'Isabelle II. Parmi ces voix, celles de sa mère, María Cristina de Borbón et de son beau-père, Fernando Muñoz, duc de Riánsares, ressortent avec force.

Tous deux, et pas seulement pour de raisons documentaires, constituent les deux voix fortes de cette histoire, ce sont celles qui arrivent à avoir la plus grande autorité sur la reine, sur elle personnellement et sur l'image historique qu'il nous est resté d'elle. Il est important de prendre en compte cette situation de dépendance, autant personnelle que documentaire, pour estimer avec justesse l'image d'Isabelle II que j'ai pu construire petit à petit avec la documentation disponible.

Dans ce contexte, le second problème d'interprétation que j'ai essayé de résoudre concerne la nécessité de combiner le point de vue « du haut » (et « interne ») qu'impose le personnage choisi, avec un traitement de celui-ci et de son entourage qui ne produise pas une conception élitiste, personnaliste, du conflit politique. Un traitement qui, cependant, et en même temps, puisse rendre compte d'un personnage tel qu'Isabelle II qui, lui, avait cette conception élitiste et personnaliste de l'histoire et de la politique, un personnage qui agissait en accord avec cette conception et qui plus est la voyait protégée (légitimée et naturalisée) par une culture politique de notables qui était dans sa constitution et son action mêmes en faveur de cette politique personnaliste et élitiste.

Il m'a donc semblé important d'analyser attentivement l'ambiance de cette cour absolutiste ouvertement confrontée à la culture libérale, avec une étroite conception privative du pouvoir royal où l'intrigue de salon se confondait constamment avec la politique. C'est dans cette cour qu'Isabelle II s'est formée et en elle qu'elle a développé une personnalité peu capable de trouver un sens à la distinction entre le privé et le public, entre la politique et le patronage direct, entre ses désirs individuels et les affaires d'État. Sans comprendre cette culture de cour, à laquelle j'ai consacré une bonne partie de l'effort d'analyse de mon travail, il est très difficile de comprendre, autant la situation que la personnalité d'Isabelle II. Comme j'ai pu le constater, ce que la reine apprit dès l'enfance – parfois très durement – était la conception de son pouvoir comme un objet de lutte entre des intérêts contraires qui visaient à la persuader ou à la manipuler.

Enfin, la méthodologie que j'ai adoptée a tenté d'unir les différents plans d'action, présentés de manière stéréotypée comme *privés* et *publiques*, en partant d'une perspective d'analyse socio-culturelle de la politique (que j'aurais aimé creuser un peu plus), dont le défi essentiel consistait à rassembler l'analyse du contingent et de l'individuel avec l'étude des valeurs et des pratiques sociales, culturelles et politiques associées à la monarchie, et au libéralisme, à un moment crucial de changement dans tous ces domaines. C'est précisément ici que les éléments d'étude en jeu ont essayé d'élargir la perspective strictement biographique pour inclure l'ensemble de variables socioculturelles et politiques impliquées dans le conflit d'interprétations par rapport à ce que devait

être le comportement d'une reine constitutionnelle et à ce que celle-ci et son entourage croyaient devoir (ou non) fournir.

De ce point de vue-là, je crois avoir démontré que la monarchie (de l'époque et d'aujourd'hui) n'est pas une institution purement politique, mais qu'elle est une institution (et même un spectacle) social qui suppose des valeurs socio-culturelles profondes qui expliquent autant sa consolidation que ses sources potentielles de délégitimation. Je crois que cette conception du problème et de l'institution m'a permis d'approfondir des problèmes généraux qui dépassent la personne elle-même sans, pour autant, annuler la contingence du caractère et l'extraordinaire personnalité d'Isabelle II, dans le contexte de cette lutte entre une cour absolutiste et une culture libérale pleines de contradictions en ce qui concerne le rôle concret de la reine, et de la femme, qui occupait le trône. Dans cette lutte, irrésolue durant tout le règne jusqu'à la révolution de 1868, j'ai voulu inclure des aspects peu traités (sérieusement) jusqu'à aujourd'hui comme par exemple ceux ayant trait au comportement amoureux d'Isabelle II ; les conditions de sa transgression systématique des patrons de la féminité bourgeoise et ses répercussions dans la délégitimation symbolique et politique grandissante de la monarchie. Je crois que l'analyse des relations entre tout cela a constitué un élément central dans l'effort de compréhension (non pas de justification) du personnage de la reine, en comprenant l'aspect social et l'aspect culturel comme étant plus que de confortables toiles de fond auxquelles attribuer les comportements personnels et politiques.

La catégorie du *genre* a donc été une catégorie d'analyse active et transversale à toutes les formes d'identité et conflit politique impliquées dans l'étude des divers *usages* de la monarchie durant le règne d'Isabelle. Une catégorie qui devrait être inhérente à nos analyses de la politique et des combats pour le pouvoir. Sur ce terrain-là, j'ai essayé de mener une ligne de recherche ouverte, pour les études sur la monarchie, en examinant des auteures telles que Margaret Homans et Adrienne Munich pour l'Angleterre victorienne ; Regina Shulte, Olga Fradenbourg et Jo Burr Margadant pour la France et l'Allemagne, entre autres. Cela a été l'une des phases les plus passionnantes et les plus difficiles du travail réalisé et qui, selon moi, a encore besoin d'être approfondie et développée.

Il s'agit, à mon avis, d'une ligne d'interprétation fondamentale pour comprendre la valeur symbolique de la monarchie, sa définition socio-culturelle et pas seulement politique, ses mécanismes de légitimation et de délégitimation. Comme l'a signalé Margadant, la rhétorique politique et les aires de consensus, de dénonciation et de conflit de la vie publique sont très souvent définies à partir d'espaces formellement reconnus comme étant privés. Un espace public traditionnellement hostile pour les femmes (car fortement masculinisé) autant du point de vue historique que du point de vue historiographique.

Comme je l'ai déjà dit, j'aurais voulu aller encore plus loin dans ce sens. C'est là que réside, en

vérité, l'élément basique d'insatisfaction qui semble inhérent à tout travail achevé.

Pour conclure

Au-delà de cette insatisfaction, je crois que la méthodologie adoptée peut contribuer, d'une certaine manière, que les lecteurs pourront juger mieux que moi, à la rénovation nécessaire des études sur les mécanismes d'appropriation libérale de la monarchie dans le processus de construction des États-nations européens. Il me semble que c'est là le sens ultime d'une biographie d'Isabelle II.

Une biographie qui a tenté de combiner tous les plans décrits plus haut à travers une « explication dense » et plurielle du jeu d'instrumentalisation mutuelle entre les élites libérales et le monde de la cour et de la royauté ; ses conventions, ses valeurs ; les éléments de conflit et d'accord potentiel, etc. Le résultat de tout cela a été de constater que la large marge de manœuvre d'Isabelle II se révèle, dans son essence la plus profonde, être une incapacité substantielle à s'élever comme institution indiscutée et indiscutable, au-dessus des partis ; au-dessus même des fractions modérées mêmes et des intérêts opposés de la famille royale. Partis, fractions et famille qui n'ont jamais douté à l'heure d'utiliser politiquement les « vices privés » de la reine pour l'affaiblir au niveau politique, discréditant au passage la monarchie robuste qu'ils disaient vouloir implanter et respecter.

Dans cette grande crise des valeurs (qui finirait par provoquer la révolution de 1868) le comportement privé d'Isabelle II a surtout été un matériau politique de dénonciation pour le libéralisme et, avec lui, pour de nombreux secteurs du modérantisme. Dans ce sens, la critique politique et pornographique contre Isabelle II, qui a été caractéristique du deuxième temps de son règne, révèle le penchant profond des libéraux de l'époque vers un double et dangereux déploiement d'indépendance : l'indépendance politique de la monarchie et l'indépendance de la sexualité féminine que la reine semblait incarner. Une double indépendance qui était perçue comme spécialement dangereuse pour une société en pleine transition de valeurs et un très faible degré de consensus entre les acteurs politiques qui devait justement être résolu au nom de la légitimité de la monarchie.

En partant de là, les *usages de la monarchie* dans ce pays deviennent plus complexes dans la grande bataille qui a été livrée, à ce moment-là et dans toute l'Europe occidentale, entre les diverses monarchies et les institutions libérales et représentatives. Un bel exemple de vitalité et de force du libéralisme espagnol, face à tout ce que l'on a pu dire au sujet de sa faiblesse et de ses contradictions internes, est qu'il a réussi (en dépit des nombreux obstacles à son encontre) à faire plier la monarchie bourbonnienne suffisamment pour qu'elle finisse par reconnaître que le Roi et le Parlement étaient dans l'obligation de faire des compromis. Ce qui a demandé, cependant, le

détrônement préalable, un changement de dynastie et une république.